



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Toulouse, le 04/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NATIONAL CALSAT**

ZI de la Clau  
34770 Gigean

Références : UD34/H4/CD/2025-034  
Code AIOT : 0003702798

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement NATIONAL CALSAT implanté 48 rue de la Clau Parcelles AN25+AN26+AN27+AK31+AK35 34770 Gigean. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a porté sur le plan d'opération interne [POI] du site et les premiers prélèvements environnementaux à réaliser en cas d'incendie.

Le POI est un document opérationnel d'aide à la décision qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement en cas de sinistre survenant sur son site. Ce plan, obligatoire pour les sites Seveso, doit être testé régulièrement par les exploitants, au travers d'exercices de mise en situation.

La visite s'est déroulée dans le cadre :

- d'une action nationale relative aux évolutions réglementaires apportées suite à l'accident survenu à Rouen en 2019. Ces évolutions s'inscrivent dans un plan d'action dit « post-Lubrizol », visant à mieux anticiper une situation accidentelle. Cette visite a permis de traiter le volet des premiers prélèvements environnementaux à réaliser au plus tôt après le début d'un incendie, à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement. La réglementation prévoit, désormais, de faire figurer dans le plan POI pour les établissements Seveso (*ou le plan de défense incendie (PDI) pour les entrepôts relevant du régime de l'autorisation pour la rubrique n° 1510 de la nomenclature ICPE*), les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. Pour les établissements Seveso, ces éléments doivent être intégrés lors de l'élaboration ou de la mise à jour de ces plans selon l'échéancier suivant :
  - immédiatement pour les POI élaboré ou mis à jour postérieurement au 1er janvier 2023 ;
  - au plus tard le 30 juin 2025, pour les POI des sites Seveso haut ;
  - au plus tard le 1er janvier 2026, pour les POI des sites Seveso bas ;
- d'une action régionale pluriannuelle visant à tester le POI d'exploitants Seveso, par la réalisation d'un exercice inopiné, en heures ouvrées ou hors heures ouvrées. Un courrier électronique d'information ainsi que la date exacte de cette inspection ont été communiqués au service interministériel de défense et de protection civiles [SIDPC] de l'Hérault le 05 mai 2025, avec un relai vers les forces de l'ordre, leur demandant de ne pas intervenir dans cet exercice dédié uniquement au contrôle de la mise en application du plan d'opération interne (POI) par l'exploitant. Dans le cas présent, l'exercice inopiné s'est déroulé le matin durant les heures ouvrées. Le site était en exploitation. L'exploitant n'a été informé ni de la date, ni du scénario de cet exercice.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NATIONAL CALSAT
- 48 rue de la Clau Parcelles AN25+AN26+AN27+AK31+AK35 34770 Gigean
- Code AIOT : 0003702798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

National Calsat, filiale du groupe Charles André, est une société spécialisée dans le transport routiers de fret interurbains. Elle exploite sur le territoire de la commune de Gigean :

- deux dépôts GPL (gaz de pétrole liquéfié) de récipients à pression transportables exploités pour le compte de deux clients ;
- une station-service ;
- une activité de transport : camions citernes de transport de matières dangereuses (GPL, carburants,...) en stationnement ou en transit, véhicules hors transport de matières dangereuses en stationnement (bennes,...).

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prélèvements envtx
- AR - 13
- Plans d'urgence

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
7	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Mise en œuvre du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
9	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Contenu POI : description des mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
11	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
15	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois
16	Bouteilles composites	AP Complémentaire du 13/07/2022, article 1-2	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
12	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
13	Contenu POI : formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
14	Contenu POI : moyens d'atténuation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site National Calsat, classé Seveso seuil bas, dispose d'un plan d'opération interne [POI] et d'une étude de dangers [EDD] mis à jour après le 1er janvier 2023. Ces documents doivent donc comporter des dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux (POI) et la liste des substances à rechercher en cas d'incendie (étude de dangers).

La visite a montré que le POI comporte bien un volet sur les premiers prélèvements environnementaux. Le dispositif serait déployé dans le cas d'un incendie survenant sur les stockages de bouteilles de GPL en matériaux composites ou ayant un habillage en polyéthylène. Toutefois, des justifications sont attendues de la part de l'exploitant sur plusieurs points : choix des scénarios d'incendie, des substances à rechercher, des milieux à prélever, et de la stratégie de prélèvements, justification de la disponibilité des personnels en charge des prélèvements.

En revanche, l'étude de dangers ne comporte pas la liste des substances susceptibles d'être émises en cas d'incendie ; elle devra donc être complétée, en cohérence avec le POI et en tenant compte des observations formulées par l'inspection lors du contrôle.

La visite a également permis de constater que les procédures d'urgence définies dans le POI ont récemment été testées par l'exploitant, avec l'appui des services du service départemental d'incendie et de secours [SDIS].

Lors du nouvel exercice, déclenché de manière inopinée le 06 mai 2025, l'inspection a constaté que le personnel connaissait les procédures à appliquer ; des axes d'amélioration ont, cependant, été identifiés.

Des observations ont aussi été formulées par l'inspection sur les missions exercées par le personnel en cas d'activation du plan d'urgence ; elles sont à mieux définir dans le POI.

Par ailleurs, des précisions ont été demandées sur les prochains travaux d'aménagement d'une salle de pose de commandement [PC] de crise au sein du site.

Enfin, lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté la présence :

- de bouteilles dites "orphelines" non prises en compte par l'exploitant dans son état des matières stockées servant aux besoins de la gestion d'un événement accidentel. L'état des matières stockées devra donc être complété pour les intégrer ;
- de quelques bouteilles en matériaux composites sur l'un des parcs de stockage qui n'est pas prévu pour en accueillir selon l'étude de dangers. L'inspection a donc demandé à l'exploitant d'évacuer ces bouteilles vers le 2ème parc qui, lui, peut stocker ce type de bouteilles.

En conclusion de cette visite, l'inspection a relevé 12 faits avec suites pour lesquels des justificatifs

sont attendus ou des actions correctives peuvent rapidement être réalisées par l'exploitant. Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un plan d'opération interne [POI] version 0, établi le 19 janvier 2024. La version du POI à disposition de l'inspection des installations classées de la DREAL Occitanie est identique. Suite à la visite, l'inspection a formulé plusieurs observations sur le POI (justifications à apporter sur le volet du POI relatif aux premiers prélèvements environnementaux, missions exercées lors d'un déclenchement du POI à mieux définir, calendrier des travaux d'aménagement d'une salle de PC de crise) et a identifié des axes d'amélioration à l'issue de l'exercice inopiné. Les constats sont détaillés aux points de contrôle n° 3 à 5 et 7 à 11.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Réalisation d'exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un premier exercice POI a été organisé sur le site le 09 avril 2025, avec la participation des services d'incendie et de secours de l'Hérault. Le personnel du site, auditionné par l'inspection le jour de la visite, a confirmé la réalisation d'un exercice récemment.  <b>Le compte-rendu de cet exercice n'a pas encore été établi ; l'exploitant ne disposait pas, non plus, de la liste des entreprises voisines alertées lors de cet exercice (constat avec suite : cf. demande ci-dessous).</b>

<p><b>Lors de la visite, l'inspection a invité l'exploitant à réaliser (constat sans suite administrative) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un premier temps, des exercices POI avec une fréquence renforcée par rapport à celle fixée par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 (tous les 3 ans), afin de familiariser les opérateurs, les entreprises voisines et les intervenants extérieurs aux risques présentés par le site et à la conduite à tenir en cas d'événement accidentel. L'exploitant a précisé retenir, pour l'instant, une fréquence annuelle d'exercice POI ;</li> <li>• à terme, des exercices en dehors des heures ouvrées, afin de tester les mesures d'urgence qu'il a définies sur ces périodes de moindre effectif.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant adressera à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le compte-rendu de l'exercice POI réalisé le 09 avril 2025 ;</li> <li>• la liste des entreprises voisines alertées lors de l'exercice du 09 avril 2025.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]</li> </ul> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI a été élaboré postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2023 (cf. point de contrôle n° 1). Les exigences sur le contenu du POI, relatives aux 1<sup>ers</sup> prélèvements environnementaux, sont donc, d'ores et déjà, opposables au site.</p> <p>Selon l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, pour les sites Seveso bas, les premiers prélèvements doivent porter sur :</p>

- les substances toxiques ;
- les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.).

Comme rappelé par l'avis ministériel du 1er décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement :

- les incendies importants sont ceux résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation, de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés au L. 511-1 du code de l'environnement ;
- pour la mise en œuvre de l'obligation portant sur les produits de décomposition en cas d'incendie, l'exploitant doit s'appuyer sur les scénarios d'incendie qui ont fait l'objet d'une caractérisation des distances d'effets dans son étude de dangers, que ces dernières dépassent ou non les limites du site.

L'étude de dangers du site National Calsat dont dispose d'inspection (révision 2 du 23/04/2020) :

- n'identifie pas de scénario d'accident conduisant à des effets toxiques ;
- caractérise un scénario d'incendie : il s'agit de l'incendie d'un îlot de bouteilles en matériaux composites.

Dans le POI du site (cf. fiche 5.9), les substances recherchées sont le monoxyde de carbone (CO) (cf. partie « Fiche préleveur en phase d'urgence ») et, selon certaines pages de la fiche 5.9 du POI (cf. partie « Support d'enregistrement des mesures en phase d'urgence communiquées par le préleveur ») également le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). D'après le POI, ces composés sont susceptibles d'être émis en cas d'incendie au niveau des stockages de bouteilles de GPL en matériaux composites ou d'événement au niveau des stockages de bouteilles de GPL métalliques de type Shesha® (bouteille en acier avec un habillage en polyéthylène).

Le seul milieu retenu, dans le POI, pour la réalisation des prélèvements de CO et de CO<sub>2</sub> est l'air. L'inspection observe que la fiche du POI relative aux premiers prélèvements est donc cohérente avec les éléments de l'étude de dangers, **à l'exception des scénarios d'accidents nécessitant de réaliser des prélèvements, associés aux bouteilles métalliques de type Shesha®. En effet, le POI est peu clair sur les scénarios retenus pour ces bouteilles ; certains paragraphes indiquent que le scénario associé est un BLEVE de ces bouteilles (cf. fiches 3.2.1 et 3.2.3), d'autres ne le précisent pas (cf. fiche 5.9). Le choix des scénarios retenus pour les bouteilles métalliques de type Shesha® est à justifier.**

Par ailleurs, s'agissant des substances à rechercher, l'inspection note que le POI :

- **est à clarifier pour ce qui concerne le CO<sub>2</sub>, les éléments présentés ne permettant pas de comprendre si cette substance est finalement retenue ;**
- **ne précise pas les raisons ayant conduit à retenir uniquement :**
  - le CO et, peut-être le CO<sub>2</sub>, comme substances à rechercher ;
  - le milieu air.

L'inspection relève également qu'un guide professionnel à l'usage des industriels des gaz butane commercial, propane commercial et leurs mélanges, sur les produits de décomposition émis par un incendie a été édité en décembre 2023 (version 1). Ce guide, reconnu par la Direction Générale de la Prévention des Risques [DGPR] du ministère en charge de l'environnement, conclut que pour

les scénarios des études de dangers des sites s'appuyant exclusivement sur des fuites enflammées de butane commercial, propane commercial ou mélange provenant de ces produits, il est admis qu'un prélèvement des produits de décomposition (CO et CO<sub>2</sub>) n'est pas requis en considérant que la démonstration est faite que ces substances constituent un risque limité pour l'environnement et les personnes en dehors de l'emprise du site.

Toutefois, ce guide précise que dans le cas de présence de bouteilles de gaz (butane, propane ou mélanges) dont l'enveloppe est constituée de matières composites ou/et plastiques, prises en compte dans un scénario d'une étude de dangers, ce guide n'est pas pertinent et il est nécessaire de se reporter au guide suivant : « Guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie également reconnu par la DGPR.

**Au regard de la nature des bouteilles présentes sur le site National Calsat (bouteilles en matériaux composites et bouteilles ayant un habillage en polyéthylène), les substances à rechercher retenues par l'exploitant dans son POI ne semblent pas représentatives de l'ensemble des substances susceptibles d'être émises en cas d'incendie au niveau des stockages de ces bouteilles.** Ainsi, à titre d'exemple non exhaustif, le polyéthylène pris dans un incendie peut générer, entre autres, des émissions de COV, HAP, des suies...

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

- clarifier les scénarios retenus comme nécessitant la réalisation de prélèvements environnementaux pour les bouteilles métalliques de type Shesha®, et justifier leur choix ;
- clarifier le choix de retenir ou non le CO<sub>2</sub> dans la liste des substances à rechercher ;
- réexaminer :

- les substances à rechercher en cas d'incendie survenant au niveau des stockages de bouteilles en matériaux composites ou ayant un habillage en polyéthylène ;

- les milieux à retenir pour les prélèvements, au regard des substances susceptibles d'être émises.

Les conclusions de ce réexamen seront à transmettre à l'inspection, accompagnées des éléments justificatifs correspondants.

Le POI sera à mettre à jour, le cas échéant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 4 : Stratégie de prélèvement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

#### **Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

<p>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche 5.9 du POI liste 16 points géographiques possibles pour la réalisation de prélèvements. <b>Les raisons ayant conduit à retenir ces 16 points ne sont pas précisées.</b></p> <p>Par ailleurs, le POI semble considérer que sur ces 16 points, seul un point situé sous le panache est à retenir comme emplacement de mesure. Or, le guide sur la stratégie de prélèvements et d'analyse suite à un accident technologique - cas de l'incendie, établi par l'INERIS (version du 09 février 2023) préconise pour définir une stratégie de prélèvements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de distinguer le cas de présence de vent, du cas de l'absence de vent ;</li> <li>• de ne pas se limiter à un point de prélèvement.</li> </ul> <p>L'inspection note également que le POI ne présente pas les équipements et protocoles de prélèvement associés par substances recherchées (CO et CO<sub>2</sub>) ni pour le milieu « air ».</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réexaminera les emplacements de mesure à retenir en cas d'incendie des stockages de bouteilles en matériaux composites ou ayant un habillage en polyéthylène, et transmettra à l'inspection ses conclusions et les éléments justifiant ses choix ;</li> <li>• précisera les équipements et protocoles de prélèvements associés aux substances à rechercher et aux milieux de prélèvements retenus.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Personnels compétents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan</p>

<p>d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Le POI ne permet pas de comprendre pleinement si les prélèvements seraient assurés par du personnel du site (« Liste des actions réflexes pour la personne en charge des prélèvements ») ou par un prestataire extérieur (ce que semble suggérer la partie « Localisation des scénarios d'incendie » de la fiche 5.9). Lors de la visite du site, l'exploitant a indiqué qu'il confierait la réalisation des prélèvements à un prestataire extérieur, mais aucun contrat n'a été établi avec un organisme.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements pour la réalisation de 1ers prélèvements en cas d'incendie des stockages de bouteilles composites ou ayant un habillage en polyéthylène. Compte tenu du souhait de l'exploitant de confier cette mission à un prestataire extérieur, il est attendu de l'exploitant la transmission d'un contrat conclu avec un prestataire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2</p>

du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers [...]

**Constats :**

L'étude de dangers a été mise à jour le 22 août 2023, donc après le 1er janvier 2023, suite à l'arrêt de l'activité skid de transfert et des opérations de vidange liquide liées à l'atelier.

Les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, relatives à la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, sont donc opposables à l'étude de dangers du site.

**Toutefois, l'inspection observe que l'étude de dangers du 22 août 2023 ne comporte pas de liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant complètera l'étude de dangers du site, afin d'intégrer la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie. Cette liste pourra constituer une annexe de l'étude de dangers. Elle devra tenir compte des observations formulées par l'inspection sur les éléments du POI portant sur les 1ers prélèvements environnementaux.

L'exploitant transmettra à l'inspection les compléments apportés à l'étude de dangers.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Formation du personnel sur situations d'urgence**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI inopiné

**Prescription contrôlée :**

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

**Constats :**

**Le POI ne comporte pas de liste des personnes formées pour jouer le rôle de Directeur des Opérations Internes [DOI].**

Lors de la visite, le délégué qualité, hygiène, sécurité et environnement [QHSE] du groupe National Calsat en charge du site de Gigean, a précisé que les personnes pouvant être DOI sont celles ayant suivi la formation qu'il a donnée le 27 juin 2024 (8 personnes formées). Lors de la visite, le support de la présentation a été montré à l'inspection, **mais la liste des personnes ayant suivi cette formation n'a pu être présentée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant transmettra la liste des personnes ayant suivi la formation dispensée en interne le 27 juin 2024.</p> <p>L'exploitant formalisera la liste des personnes pouvant être DOI en cas de déclenchement du POI du site de Gigean.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Mise en œuvre du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Avant l'exercice, il a été convenu que le délégué QHSE ne participe à l'exercice POI qu'en tant qu'observateur.</p> <p>Après avoir rappelé le contexte et les limites de l'exercice (absence de venue réelle des secours extérieurs, rappel de la mention "exercice, exercice, exercice" à mentionner lors de toute alerte effectuée vers l'extérieur, conditions météorologiques réelles), l'inspection a déclenché un exercice POI, dont le scénario n'était pas connu de l'exploitant. Le déroulé de l'exercice a été le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 10 h 28 : constat, par le chef d'un des parcs de bouteilles de GPL, d'un départ d'incendie (simulé) sur un chariot élévateur situé sur le parc. Pour le scénario testé, il a été considéré que le feu n'avait pu être maîtrisé par les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le parc de bouteilles et le chariot élévateur ;</li> <li>• 10 h 35 : fin de l'exercice, suite à la réalisation d'actions permettant d'évacuer le personnel, d'alerter les entreprises voisines, et de contacter le SDIS.</li> </ul> <p>Le déroulé détaillé de l'exercice figure en annexe confidentielle du présent rapport. L'exercice inopiné a montré que les procédures mises en œuvre sur le site ont permis rapidement de rassembler le personnel, de contacter le SDIS en lui fournissant les informations nécessaires à sa venue sur le site et son intervention, et de lancer l'alerte de la mairie de Gigean et des entreprises riveraines.</p> <p><b>Quelques difficultés ou axes d'amélioration ont, toutefois, été relevés lors du débriefing réalisé avec l'exploitant à l'issue de l'exercice :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les appels aux autorités n'ont pas été réalisés initialement, les personnes en charge de cette mission n'étant pas présentes sur le site lors de l'exercice. Ce point a été rectifié durant l'exercice après arrivée de l'inspection, du chef de parc et du responsable QHSE au niveau du point de rassemblement ;</li> </ul>

- Les services de la DREAL ont été contactés, mais les coordonnées indiquées dans le POI correspondent à l'accueil général de la DREAL. Il est préférable que l'exploitant se réfère au n° d'astreinte de la DREAL (rappelé dans la partie confidentielle du présent rapport) ;
- la fiche 4.3 du POI comporte des idées de manœuvre. La visite a, toutefois, montré que le personnel du site ne procèderait pas à ces manœuvres mais attendrait les services du SDIS. Par ailleurs, les idées de manœuvre indiquées ne sont pas en adéquation avec les moyens en place sur le parc de stockage de bouteilles (cf. partie confidentielle) ;
- le parc de stockage de bouteilles comporte des équipements qui pourraient être utilisés pour la gestion de crise, y compris en heures ouvrées, mais ils ne sont pas mis à profit par l'exploitant (cf. partie confidentielle).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra à jour son POI pour prendre en compte les observations de l'inspection formulées lors de l'exercice inopiné du 06 mai 2025. Il tiendra également compte de ces observations lors de ses prochains exercices POI.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Contenu POI : responsable alerte**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI inopiné

**Prescription contrôlée :**

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination

**Constats :**

Le POI prévoit 2 situations pour l'alerte : heures ouvrées et heures non ouvrées (fiche 2.2). Les fiches mission du DOI heures ouvrables (fiche 3.2.1) et hors heures ouvrables (fiche 3.2.3) précisent que le DOI décide de la mise en œuvre du POI. **Toutefois, le POI ne précise pas formellement les noms et fonctions des personnes habilitées à déclencher le POI.** Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le chef de parc de bouteilles de GPL a en charge le déclenchement du POI. Des critères de déclenchement du POI sont définis dans la fiche 2.1 du POI. La fiche 2.2 précise le rôle de la société de télésurveillance dans le cadre du dispositif de mise en œuvre du POI.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant formalisera, dans le POI, la désignation (nom ou fonction) des personnes habilitées à déclencher les procédures d'urgence et de la (des) personne(s) responsable(s) des mesures d'atténuation sur le site (3 mois).

L'exploitant transmettra la consigne relative à la télésurveillance établie pour le site de Gigean (7 jours).

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 :** Contenu POI : description des mesures à prendre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'exercice inopiné du 06 mai 2025, certaines actions n'ont pas été mises en œuvre (consultation des conditions météorologiques) ou n'ont été mises en œuvre qu'après que le responsable QHSE (observateur) ait rappelé la nécessité de les réaliser (appel des autorités : préfecture de l'Hérault, DREAL Occitanie).</p> <p>Les personnes en charge de réaliser ces actions n'étaient pas sur site lors du déclenchement inopiné de l'exercice, et la suppléance des missions qu'elles occupent dans le POI n'a pas été prévue par l'exploitant.</p> <p>Plus globalement, l'inspection note que le POI ne comporte que 3 fiches de fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• DOI en heures ouvrables (Fiche 3.2.1) ;</li> <li>• DOI hors heures ouvrables (Fiche 3.2.2) ;</li> <li>• Chef d'intervention (Fiche 3.2.3).</li> </ul> <p>Or, d'autres missions sont prévues par l'exploitant en cas de déclenchement des mesures d'urgence sur le site : appel des autorités, des entreprises riveraines, consultation des conditions météorologiques, gestion des accès au site. Mais ces missions ne sont pas formalisées dans des fiches réflexes et les personnes chargées de les mettre en œuvre ne sont pas formellement désignées (nom ou fonction occupée sur le site).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit formaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ensemble des missions prévues en cas de déclenchement des mesures d'urgence sur le site ;</li> <li>• la mise en place de suppléances pour les missions définies dans le POI.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 :** Contenu POI : conduite à tenir sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte
<b>Constats :</b>  <b>Le site ne dispose pas de PC de crise.</b> Selon l'exploitant, une salle va être aménagée, d'ici fin 2025, dans les locaux du site. Lors de la visite, l'exploitant a montré l'emplacement de la salle retenue pour être aménagée en PC de crise. Cette salle est localisée en dehors des parcs de stockages de bouteilles de GPL. <b>L'inspection note que d'après l'étude de dangers du site, mise à jour le 22 août 2023 (révision 5),,, cette salle est située dans les zones d'effets comprises entre 20 et 50 mbars associées à la ruine de 2 bouteilles composites de GPL.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'inspection le calendrier de réalisation de la future salle PC de crise, et les éléments justifiant de la programmation des travaux correspondants (sous 1 mois). L'exploitant doit s'assurer que la future salle PC de crise n'est pas susceptible d'être endommagée par les effets du scénario de ruine de 2 bouteilles composites (sous 4 mois).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 12 : Contenu POI : articulation avec SDIS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention
<b>Constats :</b>  La fiche 3.2.1 prévoit comme action d'ouvrir le portail lors de l'arrivée des pompiers. La fiche 5.8 précise les modalités de déverrouillage des portails du site. Lors de l'exercice inopiné du 06 mai 2025, une personne du site s'est postée à l'entrée principal du site pour en gérer l'accès.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Contenu POI : formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes
<b>Constats :</b>  Le POI ne prévoit pas d'intervention du personnel hormis l'alerte, l'accueil des services d'urgence et l'appel à un prestataire pour la réalisation de premiers prélèvements dans l'environnement si nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Contenu POI : moyens d'atténuation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site
<b>Constats :</b>  Les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur le site peuvent avoir des effets hors site. Le POI comporte un message d'alerte à destination des entreprises voisines (fiche 5.2). L'inspection a pu constater que cette fiche a été mise en œuvre lors de l'exercice inopiné du 06 mai 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : État des stocks détaillé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

<p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni l'état des stocks de bouteilles de GPL présentes sur le parc objet de l'exercice POI inopiné.</p> <p><b>L'inspection note que cet état des stocks ne prend pas en compte les bouteilles dites orphelines (retour clients).</b> Lors de la visite l'exploitant a procédé, à la demande de l'inspection, à une évaluation de la quantité de GPL présente dans ces bouteilles. Celle-ci a été estimée à environ 160 kg.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit intégrer, dans son état des matières stockées, les bouteilles orphelines présentes sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 16 : Bouteilles composites

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/07/2022, article 1-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bouteilles composites</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans l'étude de dangers.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site comporte 2 parcs de stockage de bouteilles de GPL.</p> <p><b>Sur le parc objet de l'exercice POI inopiné du 06 mai 2025, l'inspection a constaté, de visu, la présence de quelques bouteilles composites. Or, ce parc n'est pas censé comporter ce type de bouteilles (cf. étude de dangers du site d'août 2023).</b></p> <p>Selon l'exploitant, les bouteilles correspondent à des bouteilles dites "orphelines" (retour clients).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant doit déplacer ces bouteilles composites vers l'autre parc de stockage de bouteilles de GPL qui, lui, peut comporter ce type de bouteilles. Il doit adresser à l'inspection les éléments justifiant d'un retour à la conformité et les dispositions prises pour s'assurer de la pérennité du stockage des bouteilles composites sur le parc prévu à cet effet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours